



# LE 19 MARS TOUS ENSEMBLE EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS POUR LES REVENDICATIONS

Le 29 janvier, nous étions 2 500 000 dans les rues. Le gouvernement est resté sourd à nos revendications. La seule mesure phare annoncée – la suppression de la taxe professionnelle - constitue un nouveau cadeau au patronat, alors que le plan de sauvetage des banques a **engagé l'Etat sur des dizaines de milliards de subventions et de garanties.**

**Nous refusons de payer les frais de la crise.**

Nous constatons dans notre secteur les ravages des contre réformes en cours :

## **Education Nationale**

- 500 suppressions de postes dans les services académiques
- menace de suppression de site départemental
- centralisation des agences comptables en EPLE avec transfert-suppression de postes à la clé

## **Enseignement Supérieur**

- déréglementation générale avec la LRU
- suppression de 1030 emplois
- politique d'externalisation des missions dévolues aux personnels de catégorie C

## **Bibliothèques**

- suppression des sous-directions dans les Ministères (SDBIS et DLL)
- menace de suppression – fusion de corps (magasiniers, assistants, BAS)
- menace sur les fonctions de direction des BU

## **Jeunesse et Sports**

- remise en cause des missions et de services entiers (suppression de CREPS, DDJS...)
- suppression de plus d'une centaine d'emplois.

Pas un secteur n'échappe à ce mouvement de remise en cause des missions et des personnels dans toute la fonction publique.

Alors que les luttes se multiplient pour l'emploi, contre les licenciements et pour l'augmentation des salaires, des premiers résultats de la lutte collective sont visibles, **même s'ils sont insuffisants** :

- recul du gouvernement sur la réforme des lycées et en partie sur les RASED
- recul sur les suppressions de postes dans l'enseignement supérieur en 2010 et 2011

En Guadeloupe, la mobilisation unitaire démontre l'efficacité de la grève générale.

**Le 19 mars , dans l'unité avec toutes les organisations syndicales, pour :**

- le retrait des projets en cours
- l'arrêt des suppressions d'emploi dans le privé comme le public et le rétablissement des postes supprimés
- l'augmentation générale des salaires sur la base d'un salaire minimum mensuel de 1600 euros nets
- la défense et développement des services publics
- la lutte pour la résorption de la précarité
- la défense des acquis sociaux, de la sécurité sociale et de la retraite par répartition....

Organisons des assemblées générales pour décider des suites à donner pour gagner sur toutes nos revendications.

**CGT - CFDT --CFTC - CFE/CGC - FSU - FO - UNSA - SOLIDAIRES.**